

Bagneux



BAGNEUX Le 29/06/2018

INSPECTION GENERALE DES
CARRIERES
12 Place de la Porte de Vanves
75014 PARIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT URBAIN
Secteur Permis de Construire
N/REF : FD/CL/CD/PC



OBJET : Avis sollicité sur une demande de Permis de Construire
P.J. en communication : 1 exemplaire du dossier

DOSSIER N° : PC 092007 18A0017
DEPOSE LE : 14/06/2018

PAR : SERRI SAS

ADRESSE DU DEMANDEUR :

19 Rue DE VIENNE
75001 PARIS

ADRESSE DE LA CONSTRUCTION : 36 Avenue HENRI BARBUSSE

Le respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière de délai de réponse ou de décision de l'administration, me conduit à attirer votre attention sur le fait qu'en l'absence de réponse motivée dans un délai de **1 mois** à dater de la réception de la demande jointe, votre service est réputé émettre un avis favorable sur la dite demande.

Il conviendra cependant, même dans cette éventualité, de me faire retour de l'exemplaire du dossier communiqué, dans les meilleurs délais.

LA DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

**I / INFORMATIONS SUR LE SOUS-SOL DE LA PARCELLE CONCERNEE PAR LE PROJET,
en l'état actuel des connaissances (indiquées par une croix)**

Parcelle située dans un périmètre de risque : **OUI** :

☐ **Plan de prévention des risques** naturels de mouvements de terrains : arrêté préfectoral du parcelle en zone de couleur

☐ **Pour Paris** : arrêtés inter préfectoraux des 26 janvier 1966 et 19 mars 1991 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et arrêté inter préfectoral du 25 février 1977 délimitant le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antéludien, et dispositions figurant au plan local d'urbanisme, visant les conditions relatives aux occupations et utilisations du sol dans la zone de risque de dissolution du gypse antéludien.

☒ **Pour les Hauts de Seine** : arrêté interpréfectoral du 26 janvier 1966, et arrêtés préfectoraux des 25 avril 1967, 7 août 1985, 25 novembre 1985, 19 décembre 1985 et 27 janvier 1986 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières.

☐ **Pour la Seine Saint Denis** : arrêté inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières, arrêtés préfectoraux des 21 mars 1986, 16 décembre 1986 et 18 avril 1995 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières et dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antéludien.

☐ **Pour le Val de Marne** : arrêté inter préfectoral du 26 janvier 1966 et arrêté préfectoral du 25 avril 1967 visant les constructions à édifier dans les zones d'anciennes carrières

☒ D'après les documents de l'Inspection Générale des Carrières :

☒ D'après le rapport d'étude de sol "**ROC SOL No 16.195.8474 du 31 janvier 2018**" fourni par le demandeur :

☐ **Le terrain** est situé dans le périmètre de recherche des poches de dissolution du gypse antéludien, jusqu'à

☐ la base des Marno-Calcaires de Saint Ouen, estimée à une profondeur de mètres environ.

☐ la base des Marnes et Caillasses, estimée à une profondeur de mètres environ.

☐ **Le terrain** est situé au dessus d'anomalies de dissolution du gypse antéludien situées entre et mètres de profondeur.

☒ **Le projet** est situé dans une zone d'anciennes carrières :

☐ d'une ancienne carrière à ciel ouvert de mètres environ
épaisseur des remblais :

☒ **en partie au dessus** d'une ancienne carrière souterraine de **CALCAIRE GROSSIER**
présumée partiellement comblée

☐ d'une ancienne carrière souterraine de

☐ de limites et de caractéristiques mal connues pour la carrière de

Caractéristiques des carrières souterraines

(données à titre indicatif notamment pour le recouvrement qui peut varier en fonction de la cote de sol réelle du projet)

- Carrière de **CALCAIRE GROSSIER**

Recouvrement	22,00 m à 23,00 m
Hauteur de la carrière (1 ^{er} étage)	1,00 m à 1,45 m (en partie au-dessus)
Banc séparatif	0,55 m
Hauteur de la carrière (2 ^{ème} étage)	1,50 m (en partie au-dessus)
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (3 ^{ème} étage)	m

- Carrière de

Recouvrement	m
Hauteur de la carrière (1 ^{er} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (2 ^{ème} étage)	m
Banc séparatif	m
Hauteur de la carrière (3 ^{ème} étage)	m

Travaux antérieurs de traitement de la carrière et/ou de fondations :

☐ Néant

☒ Existants :

- pour la carrière souterraine de par
- pour la carrière souterraine de par
- pour la (les) construction (s) existante(s) par **fondations profondes, en partie**
et par

II / PRESCRIPTIONS MINIMALES PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES

(indiquées par une croix)

Les notices techniques de l'Inspection générale des carrières fixent les règles minimales à respecter pour certains types de travaux. Dans le cas où la prescription détaillée ci-dessous fait référence à une telle notice, sa mise en œuvre devra y être conforme.

Les renvois techniques indiqués par un chiffre et les conditions détaillées de la prescription sont explicités en dernière page.

Les travaux prescrits doivent être effectués par le pétitionnaire préalablement à la réalisation de l'opération faisant l'objet de la demande d'autorisation de bâtir.

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DE LA PARCELLE :

- ☐ Comblement, clavage de la carrière et forages de contrôle
- ☐ Traitement des fontis et des terrains décomprimés
- ☐ Préservation de galeries (5). Un état des lieux devra être établi conjointement entre le maître d'œuvre et l'Inspection Générale des Carrières sur l'état des galeries situées sous :

- ☐ sous l'ensemble de la parcelle
- ☐ sous la partie sous-minée de la parcelle
- ☐ sous le projet et ses abords

OU CONFORTATIONS SOUTERRAINES :

- ☐ Consolidation par piliers maçonnés ou bétonnés dans la hauteur de la carrière (3)
- ☐ Murs masque (Dans le cas où la fouille atteindrait ou dépasserait le ciel de la carrière, il conviendra de réaliser un soutènement définitif du ciel de la carrière en bordure de fouille par un soutènement maçonné.)
- ☒ Consolidation par injections de coulis dans la carrière sous le projet et ses abords (2) (5)
- ☐ Injections de coulis des anomalies de dissolution du gypse antéludien

Notice technique
du 15 juillet 2004

du 15 janvier 2003
du 31 janvier 2016

FONDATIONS SUPERFICIELLES ARMEES (conformément au DTU 13.1) :

- ☐ Longrines, semelles filantes ☐ avec comblement (gravitaire+clavage)
- ☐ Radier général armé ☐ avec comblement (gravitaire+clavage) ☐ justifié à la condition de fontis (6)

RENFORCEMENT DES FONDATIONS EXISTANTES :

- ☐ Diagnostic des fondations avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)

OU FONDATIONS PROFONDES (conformément au DTU 13.2) :

- ☐ Puits de béton, pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) traversant les remblais de la carrière à ciel ouvert (4)
- ou ☒ Puits de béton ancrés en pied de carrière souterraine (4)
- ou ☒ Pieux forés ou micro-pieux (type II ou supérieur) (4) ancrés en pied de carrière souterraine ☒ avec comblement (gravitaire+clavage)

Notice technique du 06 janvier 2003

AUTRES :

- ☐ Mission spécifique de surveillance :
- ☐ Travaux validés ou à valider par un bureau de contrôle technique :

III / RECOMMANDATIONS PROPOSEES PAR L'INSPECTION GENERALE DES CARRIERES

(indiquées par une croix)

Travaux recommandés afin de garantir la mise en sécurité de la parcelle et des ouvrages vis à vis des risques de mouvement de terrain.

- ☐ Reconnaissance de sol pour recherche de vides de dissolution du gypse antéludien à mètres environ de profondeur (suivant les règles minimales de la notice technique du 31/01/2016)
- ☐ Essais d'injection de coulis de ciment des anomalies de dissolution du gypse antéludien décelées par les forages
- ☐ Reconnaissance de sol pour s'assurer de l'absence d'exploitation sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)
- ☐ Comblement (remplissage gravitaire et clavage) des vides résiduels de la carrière
- ☐ Consolidations souterraines sous la (les) construction(s) existante(s) à modifier et/ou projetée(s)
- ☐ Extension des travaux prescrits au paragraphe II sous la (les) construction(s) existante(s)
- ☐ Diagnostic des fondations existantes avec renforcement en cas d'insuffisance pour le projet (1)
- ☐ Autres :

Paris, le 13 JUL. 2018

L'Inspecteur Général des Carrières :

Pour l'Inspecteur Général des Carrières

Ingénieur des Mines

Adjoint à l'Inspecteur Général

Julien ALATERRE

EXPLICATION DES RENVOIS TECHNIQUES

- (1) Pour les constructions existantes, le demandeur est tenu de s'assurer auprès de son maître d'œuvre que les fondations existantes présentent la même sécurité que des fondations adaptées à l'égard de tassements de terrain pouvant résulter de la présence ou de la proximité de la carrière et renforcer ces fondations dans le cas contraire.
- (2) La consolidation souterraine par injection consiste à réaliser des barrages en limite de propriété, à combler tous les vides, à claver le ciel de la carrière à l'aide d'un coulis approprié, et à traiter les remblais de la carrière et les terrains sus-jacents décomprimés existants sous le projet et ses abords. Cette méthode doit être réalisée avec soin et être suivie de forages de contrôle pour s'assurer de son efficacité.
- (3) La consolidation souterraine par piliers maçonnés ou bétonnés consiste à réaliser un soutènement du ciel de la carrière à l'aide d'un certain nombre de piliers maçonnés élevés entre le sol et le ciel de la carrière, sous la construction projetée, à ceinturer et à combler les fontis et les puits. Un dossier justificatif de dimensionnement est en général à produire dans le dossier de récolement. Un contrôle de bonne exécution est obligatoire.
- (4) Il faut entendre par fondations profondes (puits, pieux forés ou micro-pieux), tout dispositif permettant de reporter les charges au moins au-dessous du sol de la carrière la plus basse, exécuté sans percussion et conformément aux documents techniques unifiés (DTU 13.2) en vigueur. Le choix de fondations profondes par micro-pieux devra être justifié par une note de calcul validée par un bureau de contrôle technique missionné par le maître d'ouvrage, avant exécution.
- (5) La ou les galeries municipales situées à proximité des projets faisant l'objet de consolidations souterraines par injection ou de comblement ou remblaiement des vides résiduels (remplissage gravitaire associé à un clavage au ciel de la carrière) doivent être maintenues dans leur état initial ; dans le cas contraire, une remise en état est exigée.
- (6) Le radier général armé justifié à la condition de fontis sera exécuté sur la base d'un dossier technique justificatif, validé par un bureau de contrôle technique, à soumettre à l'Inspection générale des carrières.

CONDITIONS DE LA PRESCRIPTION

La prescription de l'Inspection Générale des Carrières est formulée en vertu des dispositions de l'article R.421.15 du Code de l'urbanisme et en vertu des arrêtés préfectoraux et inter préfectoraux visés au I. Dès lors qu'elle est reprise dans l'arrêté du permis de construire, elle en constitue un support juridique indivisible. Les prescriptions des travaux obligatoires ou les recommandations formulées par l'Inspection Générale des Carrières s'inscrivent donc essentiellement dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire. Il n'entre pas dans la mission de l'Inspection Générale des Carrières, conseil technique du Maire qui est la seule autorité compétente pour la délivrance de l'autorisation administrative de construire, d'émettre un avis sur la qualité de l'exécution des travaux prescrits ou recommandés. A ce titre, la présente prescription obligatoire ou recommandation ne saurait être considérée comme un acte de conception ou de maîtrise d'œuvre. La définition constructive des fondations, leur dimensionnement, la qualité et la conformité aux règles constructives en vigueur (notamment le D.T.U.) reste de la totale et entière responsabilité des acteurs à la construction (maître d'œuvre, bureau de contrôle technique et entreprises). Dans ce contexte, l'Inspection Générale des Carrières n'émet aucun avis qualitatif sur le projet du demandeur.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les mesures prescrites par l'Inspection générale des carrières sont suffisantes eu égard aux caractéristiques mécaniques du sol et (ou) du sous-sol ainsi que de l'hydrogéologie du secteur en particulier par l'exécution d'une campagne de reconnaissance de sols (mission minimale de type G12, norme NFP 94 500).

OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Dès que le demandeur commencera les travaux prescrits, il en avisera par écrit l'Inspection Générale des Carrières, 12 place de la Porte de Vanves - 75014 PARIS. Pendant la durée des travaux, les agents chargés d'en constater l'exécution auront libre accès au chantier et toutes facilités leur seront données pour leur permettre d'accomplir leur travail.

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions particulières de sécurité qui lui sont prescrites, il s'exposera aux sanctions prévues aux articles L 480-1 et suivants et R 480-1 et suivants du Code de l'urbanisme pour le non-respect du permis de construire. Dans le cas où la poursuite des travaux de la construction présenterait un danger pour la sécurité publique, un arrêt de chantier pourra être demandé.

DOSSIER DE RECOLEMENT

Après l'achèvement des travaux prescrits, le demandeur établira et remettra à l'Inspection Générale des Carrières, le dossier de récolement des travaux exécutés, aux échelles de 1/200, 1/100 ou 1/50 conformément aux dispositions de l'article R 460-3 du Code de l'urbanisme et de celles de la notice technique IGC relative à la prescription émise. Le demandeur ayant exécuté des travaux de fondations superficielles (longrines, semelles, radier, renforcement de fondations, etc...), remettra également un plan exact d'implantation, signé et certifié conforme, à l'échelle de 1/200, 1/100 ou 1/50 des travaux réalisés ainsi que le schéma du ferrailage adopté. Un récépissé de dépôt de ces plans sera établi à la requête du demandeur ayant remis le dossier de récolement à l'Inspection Générale des Carrières, afin de permettre l'obtention du certificat de conformité conformément aux dispositions de l'article R 460-3 du Code de l'urbanisme.